

LOGEMENT : ORGANISER ET ELARGIR LA RÉSISTANCE !

Y a-t-il pénurie de logement ?

Les terrains dans le centre des grandes villes ont atteint des prix faramineux. Depuis Haussmann, les quartiers populaires de Paris ont été démolis pour faire place aux appartements somptueux, aux bureaux, aux banques et commerces. **Les prolétaires sont chassés vers les cités des banlieues.** Les propriétaires des vieux immeubles ne les réparent pas et les vendent aux promoteurs qui les revendent à la découpe ou les louent à des prix élevés. Parfois, des incendies criminels accélèrent la juteuse «rénovation». **Les prix de vente et des loyers s'envolent.** L'Etat ou la ville spéculent, brade le logement social existant et ne construit plus de logements sociaux.

Les plus démunis ne peuvent plus se loger que dans des taudis insalubres, vétustes, loués à prix d'or par les marchands de sommeil. Les plus pauvres, les SDF ne peuvent même pas louer un logement quand ils travaillent car il faut gagner 3 fois le montant du loyer ou des garanties.

Friedrich Engels écrit dans **La Question du Logement** : «*Ce qui est certain, c'est qu'il y a dans les grandes villes déjà suffisamment d'immeubles à usage d'habitation pour remédier sans délai par leur emploi rationnel à toute véritable «crise du logement».* Ceci ne peut naturellement se faire que par l'expropriation des propriétaires actuels, par l'occupation de

leurs immeubles par des travailleurs sans abri ou immodérément entassés dans leurs logis; et dès que le prolétariat aura conquis le pouvoir politique, cette mesure exigée par le bien public sera aussi facile à réaliser que le sont aujourd'hui les expropriations et réquisitions de logements par l'État.»

Le fond du problème que nous connaissons aujourd'hui est identique. Il y a entre **2, 5 et 3, 5 millions de logements vides** dans l'Etat français, dont plus de 320 000 rien qu'en région parisienne.

Il y a plus de **3, 6 millions de personnes non ou mal logées**, dont plus de 685 000 n'ont pas de domicile personnel, et plus de 5, 2 millions ont des conditions de logement très difficiles.

La réquisition des logements vides suffirait donc à ce que chacun et chacune ait accès à un logement. La construction de logements sociaux permettrait de résoudre le problème du mal logement, même si ce n'est qu'une solution d'urgence qui ne résoudrait pas l'ensemble du problème du logement.

La réfection des vieux logements et la construction des nouveaux permettraient, en outre, d'embaucher et de former des dizaines de milliers de chômeurs. Avec le peuple au pouvoir, le problème pourrait être résolu en 2 ans.

Pourquoi y a-t-il une crise du logement ?

En matière de logement, la bourgeoisie a pour politique le profit, composé de 4 parties :

1. La plus-value prise sur le travail des travailleurs des mines, carrières, fabriques de ciment, plâtre, verre, profilés d'aluminium, fer à béton, etc.,
2. La plus-value prise sur le travail des ouvriers du bâtiment qui travaillent dans des conditions dégueulasses,
3. La spéculation foncière, (vente de terrain et revente de locaux, appartements, etc.) et la rente foncière (location, fermage),
4. Le prêt bancaire pour l'achat des logements.

Le terrain est d'abord la terre à l'état brut : terres agricoles, prairies naturelles, forêts, montagnes, etc. En général, les municipalités, la région ou l'Etat rachètent à prix bas ces terrains dont les propriétaires ne connaissent pas la destination et donc la valeur future. Ils se chargent de les viabiliser (eau,

électricité, égouts, routes, transports collectifs...) en faisant appel aux entreprises qui seront payées par les impôts. Leur prix bondit après viabilisation. Seulement, ils sont revendus au prix initial à des promoteurs immobiliers qui n'ont pris aucun risque mais encaisseront les profits lors de la revente : **c'est la spéculation sur les terrains.**

Dans ce régime, la viabilisation d'un terrain sert d'abord la spéculation foncière.

Les agents immobiliers et les promoteurs sont sur les rangs. Ils font monter le prix du terrain et encaissent au passage une commission. En plus, ils prennent leurs bénéfices sur la vente des appartements et locaux construits ou récoltent la rente foncière sous forme de loyer pendant que les banques accordent des crédits qui vont faire doubler le prix d'achat de l'appartement en 20 ans. **C'est le premier cycle de la spéculation foncière.**

Pour maintenir le taux de profit, la bourgeoisie doit entretenir une certaine



ELARGISSONS LA RÉSISTANCE !

rareté dans la construction de logements ou la remise en état de logements anciens, sinon le cycle est fermé, la spéculation ne peut s'amplifier faute d'acheteurs ou de locataires demandeurs en attente. **C'est pourquoi la bourgeoisie limite au minimum la construction de logements sociaux ou l'entretien des immeubles.** La concurrence n'est ici qu'une façade: les gros promoteurs immobiliers tombent toujours d'accord sur notre dos!

En plus, dans ce système, il est plus avantageux, grâce à la spéculation, de revendre un bien plutôt que de l'entretenir. La construction d'appartements, de locaux avec des matériaux solides qui durent longtemps s'inscrit contre la spéculation. **La bourgeoisie préfère laisser les bâtiments se dégrader,**

les démolir et reconstruire pour toucher le jackpot. De toute façon, les bourgeois ne s'intéressent pas à l'état de ces logements puisqu'ils ne les habitent pas!

De la même manière, la bourgeoisie a besoin d'une demande solvable et avec nos salaires, ce n'est pas possible, c'est pour cela qu'elle a créé l'aide au logement. C'est ce qui lui a permis d'augmenter les loyers! Avant, on payait son loyer mais comme on ne pouvait pas payer beaucoup, les propriétaires ne pouvaient pas gagner autant que ce qu'ils voulaient donc ils ont imposé à l'Etat une aide et en ont profité pour augmenter les loyers d'autant! En plus, cette aide est en réalité prélevée sur nos salaires!

Que faire?

La loi de réquisition existe. Elle est prévue dans plusieurs articles du Code de la Construction et de l'habitation (articles L641-1 et suivants, et L642-1 et suivants).

Elle a été très rarement utilisée: en 1995 pour 448 logements; en 1996 pour 571 logements; en 2001 pour 445 logements; sans oublier les logements réquisitionnés juste après la guerre par les combattants communistes et catholiques.

Pour faire avancer la lutte sur le front du logement, nous devons:

1. **Mener l'enquête**, immeuble par immeuble, dans chaque quartier, ville par ville, pour localiser les logements vides et celles et ceux qui n'ont pas de logement, sont menacés d'expulsion.
2. **Former des comités** d'expulsés et des comités de lutte et de soutien pour résoudre nous-mêmes la question du logement.
3. **Donner une impulsion générale**, nouvelle, aux occupations, à la réquisition populaire des logements vides.
4. **Organiser cette lutte** au niveau d'un quartier, d'une ville, d'une zone, d'un département, d'une région puis dans tout le pays.
5. **Exiger la construction** de logements sociaux neufs.
6. **Réquisitionner les terrains** en friches, publics et privés.

En lien avec la lutte pour le logement, les questions suivantes se posent:

- ★ Un travail
- ★ Des papiers
- ★ Un salaire décent
- ★ Le coût de l'énergie (isolation et consommation énergétique)

D'autres questions se poseront au cours de la lutte et amèneront de nouvelles réponses de notre part et ainsi de suite.

Bien que chaque situation soit différente, **le fond du problème du logement est le même pour toutes et tous:** SDF, travailleurs et travailleuses logés dans les foyers, Rroms, mal logés, demandeurs et demandeuses d'asile, mères célibataires, endettés, SMICards et SMICardes, chômeurs et chômeuses, RSAstes, etc.

Aujourd'hui, **plusieurs luttes éclosent** face aux situations invivables dont nous souffrons. A **Clermont-Ferrand**, plus d'une centaine de mal-logés ont occupé la place du centre-ville. Ils et elles ont ensuite occupé la Mairie, pendant que les soutiens résistaient aux CRS qui tentaient d'étouffer leurs revendications. A **Paris**, les mal-logés occupent la place de la République et s'en font chasser violemment par les flics. A **Montreuil**, la lutte s'organise autour du collectif Baras qui résiste aux expulsions et organise la réquisition de logements vides. Les Rroms continuent d'être harcelés par l'Etat avec la destruction de leurs campements et leurs expulsions du territoire, notamment récemment à **Lille** et dans la banlieue de **Lyon**.

Ces luttes nécessaires témoignent de l'esprit de résistance qui doit nous animer. Nous ne devons pas avoir d'illusions: la solution durable ne s'obtiendra pas par les urnes mais par la lutte ensemble, jusqu'à l'établissement d'un rapport de force qui fasse reculer la bourgeoisie pour de bon.

Nous sommes les travailleurs et travailleuses qui produisons les richesses, nous sommes les seuls qui pouvons résoudre le problème du logement!

Formons des comités dans tous les quartiers!

Organisons et élargissons la lutte pour le logement!



PC maoïste de France

- ★ drapeaurougedr@gmail.com ★
- ★ drapeaurouge.over-blog.com ★

OC-Futur Rouge

- ★ oc.futur.rouge@gmail.com ★
- ★ futur-rouge.overblog.com ★



imp.spé.